

## Le saviez-vous ? Le 23 juin, c'est la journée internationale des services publics !

« Ah bon, il y a une journée internationale des services publics ? » Il faut dire qu'à côté de certaines autres « journées internationales de », sa médiatisation est plutôt discrète.

Pourtant, quand on y regarde de plus près, c'est toute l'année que les services publics mériteraient d'être fêtés! Ne serait-ce que pour réhabiliter auprès de l'opinion publique et médiatique — souvent ingrate à leur égard, faut-il le dire - la valeur immense que recouvrent l'ensemble de ces services et ce, pour chaque travailleur et travailleuse, citoyen et citoyenne que nous sommes, mais également pour les entreprises et tout le système économique qui forgent nos sociétés.

Arrêtons-nous un instant sur une journée typique de la vie de Jeanne (personnage imaginaire mais réaliste), 34 ans, institutrice dans une école communale. [en italique, l'occurrence du service public]

6h: Jeanne, déjà réveillée par l'apparition matinale de Nathan, son fils de 2 ans, se lève (à moitié groggy car elle a dévoré jusqu'aux petites heures le dernier roman de T. Gunzig loué à la bibliothèque), avale un grand verre d'eau du robinet, branche la radio sur l'une des chaînes de la radio publique francophone, écoute les infos, ainsi que la météo afin de savoir comment s'habiller ce matin, prend une douche et se remémore avec plaisir le concert philarmonique entendu la veille à la salle des fêtes du village. Elle va réveiller Lucie, sa fille de 8 ans, et prépare rapidement un petit déjeuner à base de yaourt et fruits écrasés car Lucie vient d'être opérée des amygdales et ne peut manger que du « mou ». Elle met les affaires de gym et de piscine dans le sac de Lucie : aujourd'hui, c'est journée sportive au domaine de Chevetogne avec l'école.

Grâce au service infos en ligne des TEC, elle vérifie l'horaire du bus, car les réparations de la voirie dans la rue d'à côté entraînent parfois une déviation du parcours. Elle sort les poubelles : aujourd'hui, les PMC et le papier. Le facteur n'est pas encore passé : depuis la privatisation de la poste, le courrier n'arrive qu'un jour sur deux dans son village. Elle attend l'avis de retrait de sa nouvelle carte d'identité à la Commune. Le nouveau trottoir fraichement repavé suite aux travaux pour réparer la canalisation de gaz facilite le passage de la poussette, et le casse-vitesse avant le feu rouge sécurise les allées et venues des piétons. Elle jette un œil au mur près de la plaine de jeux au coin de la rue, derrière le Ravel : suite au passage de la police et à l'interpellation des jeunes ados qui y taguaient des âneries et y jetaient moultes immondices, l'endroit est désormais nettoyé, et le lampadaire a été réparé. Jeanne dépose Nathan à la crèche publique quelques rues plus loin, puis prend le bus avec Lucie jusqu'à l'école primaire, où le bus scolaire est déjà prêt pour le départ des enfants à Chevetogne.

Elle rejoint ensuite, toujours en bus, sa propre *école* pour entamer sa journée de travail. Et se réjouit car à *la cantine*, aujourd'hui, c'est du vol-au-vent. Un saut aux *toilettes* avant de rejoindre sa ribambelle de loustics, et c'est parti. Il ne faudra pas oublier d'arrêter un peu avant la pause pour le *contrôle des poux*: la semaine dernière c'était la *visite médicale*, la prochaine c'est la *photo de classe*: c'est la période des « extras ».

Elle-même devra s'absenter demain matin pour faire sa *prise de sang mensuelle* car elle sort d'un long combat contre un cancer du sein, dont elle est heureusement sortie indemne, car *diagnostiquée* à temps lors du passage *du bus de dépistage* devant l'école il y a quelques mois. Cela lui rappelle qu'il faudrait qu'elle repasse par *la gare*, vérifier les horaires pour aller rendre visite à son grand-père *pensionné*, qui après s'être cassé le col du fémur récupère sa mobilité dans un *centre de réhabilitation hospitalier*, avant de pouvoir rejoindre son *logement social* à Beyne. Elle se demande si elle aura le temps de bosser sur ses cours d'allemand, qu'elle suit en cours du soir en *promotion sociale* – elle a toujours rêvé de lire la poésie allemande en VO -. Se demande également si son ex lui aura déposé comme prévu le programme des expos au *centre culturel* de la ville d'à côté. En effet, mercredi, après avoir déposé Lucie à *la danse* et Nathan chez la *babysitteuse ONE*, elle aura un peu de temps. C'est plus facile maintenant qu'ils ont enfin *divorcé*, et que le *tribunal* a statué sur un partage de la garde des enfants : elle peut prévoir plus sereinement ses sorties.

Mais laissons là Jeanne, son travail, ses enfants, sa vie bien remplie comme le sont finalement la plupart des vies, et posons-nous la question : Comment se serait déroulée la journée de Jeanne si les services publics n'avaient pas existé ? pour le savoir, essayons simplement d'imaginer une société sans radio publique, sans transports en commun, sans services de voirie et d'égouts, sans police, sans tribunaux, sans épuration d'eau, sans canalisations de gaz, sans bibliothèques, sans écoles, sans théâtres ni salles de spectacles, sans services administratifs communaux, sans cantines scolaires, sans écoles gratuites, sans excursions scolaires, sans crèches, sans centres de réhabilitation, sans logements sociaux, sans trains, sans eau potable, sans accès à la culture, sans tribunaux où divorcer ou hôtels de ville où se marier... sans soins de santé préventifs et curatifs, ni dépistages de maladies, ni services d'urgences dans les hôpitaux, sans cours du soir, sans traitement des déchets, sans photos de classe, sans pompiers, sans musées....

Ou plutôt, imaginons un monde avec tout cela, mais à payer au prix coûtant. Un monde où quelques personnes ultra-riches pourraient s'offrir le grand luxe d'une journée comme celle de Jeanne, dans un quartier agréable, et où la grande majorité de la population devrait plutôt choisir entre mettre un enfant à l'école ou se chauffer, ou soigner son cancer, ou s'offrir une voiture car pas de bus, entre inscrire sa fille à une journée sportive ou aller à un concert philarmonique, entre... et..., le tout dans un quartier non éclairé, non bitumé et jonché d'immondices. Un peu dur, non ?

La Journée internationale des services publics, c'est le 23 juin, mais c'est aussi une excellente occasion de se rappeler *tous les jours* quelques données élémentaires et néanmoins fondamentales qui démontrent qu'en toute circonstances, le service public est toujours gagnant !

- Pouvoir d'achat: Les services publics, facteurs clé de la redistribution des richesses, constituent le premier pouvoir d'achat des citoyens. Basés sur les principes essentiels d'égalité, d'universalité, d'accessibilité, de continuité, d'efficacité et de mutabilité, ils apportent une plus-value sociale et contribuent à la richesse économique et à la qualité de l'emploi.
- Egalité: « Les dépenses publiques consistent à redistribuer le revenu monétaire par le biais de prestations. Quant aux services publics, ils contribuent [...] à l'égalité. La valeur des services publics est distribuée de façon égale. Dans les économies plus avancées des pays membres de l'OCDE (Organisation de la coopération économique et du développement), cela équivaut à 76 % supplémentaires sur le revenu monétaire disponible des 20 % les plus pauvres de la population » (David Hall, « pourquoi nous avons besoin des dépenses publiques ? », 2014)
- **Croissance économique :** Par ailleurs, loin d'être un fardeau pour l'économie, les services publics soutiennent la croissance économique. Grâce à des investissements en infrastructures, à la prise en charge de la formation et de la santé des effectifs, à la

redistribution des revenus, qui accroît le pouvoir d'achat des consommateurs les plus pauvres, à l'assurance contre les risques, au soutien direct apporté aux industries, notamment par le biais d'innovations technologiques, et à l'efficacité accrue que la prise en charge de ces fonctions apporte, pratiquement tous les secteurs économiques reposent sur un soutien économique significatif de l'État et des services qu'il organise et finance.

• Efficacité et accessibilité: Contrairement à certaines idées reçues, « que ce soit dans le secteur des services sous-traités (la gestion des déchets par exemple) ou dans des secteurs privatisés suite à une vente (les télécommunications), l'idée selon laquelle il existe une différence systématique d'efficacité entre les entreprises publiques et privées n'est pas fondée (PSIRU 2014C). Mais pour les utilisateurs de services, les tarifs des entreprises privatisées ou des sous-traitants sont bien plus élevés; et en cas de privatisation, les coûts de transaction des ventes, des réglementations, des renégociations de contrats, etc. sont toujours beaucoup plus importants »

Par ailleurs, les rapports de l'OCDE démontrent que les mécanismes du marché ne favorisent pas le niveau de services publics dont les populations ont besoin. Preuve en est que « Dans les pays qui ont imposé une plus grande austérité [et donc qui ont réduit les dépenses allouées aux services publics], un plus grand nombre de familles n'est pas en mesure de payer de la nourriture, le chômage est plus élevé, les inégalités plus marquées, la pauvreté plus répandue et les taux de fertilité plus faibles. » Il est avéré que dans les pays où les dépenses sociales sont plus élevées, l'augmentation du taux de chômage est beaucoup plus faible.

Représentant 26 % du PIB de l'Union européenne, 30 % de l'emploi (soit quelque 64 millions d'employés) et 6,4 % du total des investissements, les services publics sont aujourd'hui l'objet du plus cynique démantèlement. Leur bradage via la libéralisation, la privatisation ou simplement la fermeture a des conséquences dont la compensation aura un coût social et financier inestimable. Les employés des services publics sont, à ce titre, la première cible des programmes d'austérité qui visent à réduire leur nombre, leur salaire, leur retraite. Et les négociations en cours sur les Traités de libre-échange avec les Etats-Unis et le Canada sont autant de menaces supplémentaires à leur endroit.

Il est dès lors urgent, indispensable de remettre au centre du projet démocratique et socialiste que l'on défend, l'importance et la valeur des services publics. De les défendre, de les revendiquer. D'en faire de nouveau ce qu'ils méritent d'être tous les jours de l'année : une priorité.

La CGSP wallonne lance la campagne « les services publics, toujours gagnants ! ». Rejoignez-nous sur <a href="https://www.cgspwallonne.be">www.cgspwallonne.be</a>